

# Critères pour l'établissement du classement mondial 2005 de la liberté de la presse

**La période prise en compte s'étend du 1<sup>er</sup> septembre 2004 au 1<sup>er</sup> septembre 2005**

1. Nombre de journalistes tués
2. Nombre de cas de journalistes tués où l'Etat serait impliqué
3. Nombre de journalistes interpellés ou emprisonnés (quelle que soit la durée de cette détention)
4. Nombre de journalistes actuellement emprisonnés et condamnés à une lourde peine de prison pour un délit de presse (supérieure à un an)
5. Nombre de journalistes menacés
6. Nombre de journalistes agressés ou blessés
7. Nombre de journalistes ayant fui le pays
8. Cas de journalistes emprisonnés en dehors de tout cadre légal (pas de mandat, pas de respect de la durée de garde à vue, pas de présentation à un juge, etc.)  
(Oui/Non)
9. Cas de journalistes torturés ou victimes de mauvais traitements  
(Oui/Non)
10. Cas de journalistes enlevés ou pris en otage  
(Oui/Non)
11. Cas de journalistes disparus  
(Oui/Non)
12. Présence de milices armées ou d'organisations clandestines qui s'en prennent aux journalistes  
(Oui/Non)
13. Actes terroristes contre des journalistes ou des entreprises de presse  
(Oui/Non)
14. Utilisation abusive des amendes, convocations ou poursuites judiciaires à l'encontre de journalistes ou de médias  
(Oui/Non)

15. Impunité généralisée pour les responsables de violations graves de la liberté de la presse  
(Oui/Non)
16. Peines de prisons ferme pour des délits de presse prévues dans les textes de loi  
(Oui/Non)
17. Attaques ou menaces à l'encontre des familles ou des proches de journalistes  
(Oui/Non)
18. Surveillance de certains journalistes (mises sur écoutes, filatures, etc.)  
(Oui/Non)
19. Difficultés pour accéder à l'information publique ou officielle (refus des autorités, sélection des informations données selon la ligne éditoriale du média, etc.)  
(Oui/Non)
20. Restriction d'accès ou de couverture d'une ou plusieurs régions du pays (interdiction administrative, contrôle strict des autorités, etc.)  
(Oui/Non)
21. Nombre de médias censurés, saisis ou saccagés dans l'année écoulée
22. Cas de perquisitions de médias ou de domiciles de journalistes  
(Oui/Non)
23. Surveillance des journalistes étrangers présents dans le pays  
(Oui/Non)
24. Cas de journalistes étrangers expulsés dans l'année écoulée  
(Oui/Non)
25. Difficultés pour obtenir un visa en tant que journaliste (délais excessifs, obligation de fournir les noms des personnes rencontrées dans le pays, etc.)  
(Oui/Non)
26. Censure ou saisie de journaux étrangers  
(Oui/Non)
27. Brouillage d'émissions audiovisuelles étrangères ou contrôle de l'installation de paraboles  
(Oui/Non)
28. Existence de médias d'informations indépendants ou d'opposition  
(Oui/Non)
29. Existence d'un bureau officiel de censure préalable et systématique (tous les médias sont contrôlés avant de paraître)  
(Oui/Non)

30. Autocensure généralisée de la presse privée  
(Oui/Non)
31. Existence de sujets tabous (armée, corruption des dirigeants, religion, opposition, revendications sécessionnistes, droits de l'homme, etc.)  
(Oui/Non)
32. Monopole de l'Etat sur la télévision  
(Oui/Non)
33. Monopole de l'Etat sur la radio  
(Oui/Non)
34. Monopole de l'Etat sur l'impression  
(Oui/Non)
35. Monopole de l'Etat sur la distribution des journaux  
(Oui/Non)
36. Monopole de l'Etat sur l'achat et la vente de papier journal  
(Oui/Non)
37. Contrôle de la ligne éditoriale des médias publics  
(Oui/Non)
38. Cas de licenciements abusifs de journalistes de la presse publique  
(Oui/Non)
39. Cas de journalistes contraints de cesser leur activité professionnelle (sous la pression, après des menaces, etc.)  
(Oui/Non)
40. Accès de l'opposition aux médias publics  
(Oui/Non)
41. Régulation stricte de l'accès à la profession (diplôme ou formation obligatoire, appartenance exigée à un ordre des journalistes, etc.)  
(Oui/Non)
42. Utilisation du boycott publicitaire (l'Etat cesse d'acheter de l'espace publicitaire dans certains journaux ou fait pression sur des entreprises privées pour boycotter des médias)  
(Oui/Non)
43. Limitation abusive des investissements étrangers dans le secteur de l'information  
(Oui/Non)
44. Obligation d'obtenir une licence avant de créer un organe de presse écrite  
(Oui/Non)

45. Monopole de l'Etat sur les fournisseurs d'accès à Internet  
(Oui/Non)
46. Mesures de filtrage imposées aux fournisseurs d'accès  
(Oui/Non)
47. Fermetures de sites Internet dans l'année écoulée  
(Oui/Non)
48. Les fournisseurs d'accès sont pénalement responsables du contenu des sites qu'ils hébergent  
(Oui/Non)
49. Nombre de cyberdissidents / webbloggers emprisonnés
50. Nombre de cyberdissidents / webbloggers harcelés ou agressés